

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement Occitanie  
89 rue Wéber CS 52002  
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 27/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES**

346 RUE DE LA REPUBLIQUE  
30630 Verfeuil

Références : -  
Code AIOT : 0006600661

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES implanté La Garustière et Pérède 30210 Pouzilhac. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROBERT CARRIERES ET INDUSTRIES
- La Garustière et Pérède 30210 Pouzilhac
- Code AIOT : 0006600661

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de Calcaire exploitée à l'explosif, gisement très fracturé avec de nombreuses veines d'argile et de terre. Installations de concassage / criblage fixes, une partie des matériaux extraits sont lavés, le circuit d'eau utilisé est fermé et tourne sur des bassins de décantation avec flocculant, l'apport en eau vient d'un forage situé à l'entrée de la carrière, les boues sont stockées dans un bassin et sont curées régulièrement pour servir au remblaiement de la carrière. L'exploitation se fait dans le sens nord sud, elle est actuellement dans un talweg et va se poursuivre en remontant sur la colline plus au sud. Robert Carrière Industrie fait partie du groupe Robert propriété de Vinci.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant est très sensible à la problématique "eau", beaucoup d'efforts ont été réalisés: récupération des eaux sur le carreau grâce à un système de drains et de puisard, utilisation d'un circuit d'eau fermé avec décantation pour le lavage des matériaux, limitation des prélèvements du forage dans la nappe. L'exploitant a un projet pour récupérer les eaux météoriques sur le carreau exploité. Il existe une problématique de circulation entre les parties est et ouest de la carrière, effectivement, les véhicules ne peuvent pas se croiser et l'élargissement de la piste n'est pas possible car en bordure du périmètre ICPE.

L'autorisation d'exploiter est bien affichée à l'entrée de l'installation. Présence de kits antipollution dans les engins.

L'inspection a eu accès à tous points et documents de l'installation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.3.3	Sans objet
2	Règles de circulation	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.1.1.7	Sans objet
3	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.5.2	Sans objet
4	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 01/03/2024, article 7.1.2	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.3.2	Sans objet
6	Principes généraux de	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	maîtrise des risques d'incendie et d'explosion		
7	Caractéristiques des prélèvements	AP Complémentaire du 26/10/2020	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart n'a été relevé lors de l'inspection, l'installation est bien gérée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, NGF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Exploitation de roche massive calcaire. Les caractéristiques de la carrière de roche massive calcaire, sont les suivantes : une cote de fond de 175 m NGF.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que la côte de fond minimale se situe à 178 m NGF, la prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Règles de circulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.1.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les camions qui ne peuvent pas être équipés de bâches, le personnel en poste s'assure que le chargement a bien reçu un arrosage suffisant avant de quitter la carrière. Un système vidéo est mis en place pour permettre au personnel en poste à la bascule de visualiser, à son poste de travail, la mise en œuvre de ces mesures de prévention. Le ticket de pesée n'est délivré qu'après contrôle vidéo par l'opérateur : de la mise en place de la bâche, de l'arrosage suffisant du chargement.
<b>Constats :</b>  Le bungalow où se situent le portique d'aspersion et la caméra est en cours de réaménagement,

<p>L'exploitant déclare que la fin des travaux est proche et que tout va être remis en place, la caméra et le portique sont effectivement présents mais non fonctionnels. L'inspection a pu constater que les véhicules sortants de la carrière sont bâchés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant confirme en réponse à la visite la bonne remise en service du système vidéo.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 2.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plans</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants: les plans tenus à jour Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection un plan topographique réalisé par Atdx datant du 25 octobre 2023, la prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Etat des stocks de produits dangereux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2024, article 7.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition du Service Départemental d'incendie et de Secours(SDIS).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu consulter le classeur où sont rangées toutes les fiches de sécurité du site, l'exploitant a également présenté un fichier excel mis à jour une fois par an où sont renseignées la nature et la quantité des produits dangereux détenus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bacs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement en carburant de la pelle et du concasseur primaire est assuré uniquement en bord à bord, au-dessus d'un dispositif étanche amovible, type couverture absorbante ou bac à égouttures, mis en place sous l'engin ou le groupe avant le déroulement de l'opération de ravitaillement.[.....] Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b>  Le concasseur primaire est alimenté par le réseau électrique, le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche munie d'un déshuileur, les analyses d'eau en sortie de ce déshuileur datent du 31 janvier 2024 et sont conformes. Tous les produits dangereux sont stockés sur des bassins de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Feux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci. Un moyen de communication fiable permettant d'alerter les secours (téléphone portable par exemple) doit exister sur le site, et être tenu à la disposition du personnel. Des consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, ..) seront affichées à proximité de ce moyen de communication. Une attention particulière devra être apportée à la prévention des risques d'incendie en milieu boisé (consigne permanente auprès de l'exploitant). Les consignes sont affichées. Le débroussaillage est étendu à l'extension sur une bande de 10 mètres sur le pourtour extérieur du site d'extraction. Un plan détaillé positionnant les installations est affiché à l'entrée du site.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu consulter le registre d'entretien des extincteurs de l'installation qui a été réalisé le 22/05/2024. L'exploitant a mis en place à l'entrée de la carrière une citerne d'eau de 50 m <sup>3</sup> à la disposition des services de secours et dont ceux-ci ont connaissance. Le réseau de téléphone mobile ne fonctionnant pas sur le carreau de la carrière, tous les employés sont équipés de radios, ils peuvent joindre les opérateurs du pont bascule à l'entrée de la carrière qui ont accès à une ligne téléphonique fixe pour contacter les secours.

Un plan de l'installation est affiché à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Caractéristiques des prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/10/2020
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les débits maximaux d'exploitation autorisés pour le forage F 2019 sont :  débit de prélèvement maximal horaire : 7 m<sup>3</sup>/h soit 1,94 l/s  débit de prélèvement maximal journalier : 126 m<sup>3</sup>/jour  débit de prélèvement maximal annuel : 30 000 m<sup>3</sup>/an.  Le débit de prélèvement maximal journalier de 126 m<sup>3</sup> ne doit pas dépasser 7 jours consécutifs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est très sensible à la consommation d'eau, le volume prélevé en 2023 est de 16000 m<sup>3</sup>, la prescription est respectée. L'inspection a pu consulter le fichier excel de consommation d'eau et de relevés de compteurs. L'exploitant déclare que le forage ne peut pas fournir plus de 7 m<sup>3</sup>/h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite